gouvernement impérial à cet égard ont été soumises à la chambre. Il nous demande de pourvoir à la défense de Montréal. On a fait observer qu'il serait fort injudicieux de laisser la province d'Ontario sans défense. Mais le gouvernement impérial ne veut pas nous mettre dans une fausse position. Il a déclaré qu'une fois Montréal et Québec fortifiés, il entreprendrait la défense du Canada. C'est ce qui a pu faire croire que tous les deniers seraient dépensés à Québec et à Montréal, et que la province d'Ontario resterait sans défense. Il y a eu plus tard, entre le gouvernement impérial et le gouvernement Canadien, des conférences dans lesquelles il a été convenu que des fortifications seraient aussi élevées sur plusieurs points stratégiques du Haut-Canada,—Toronto, Kingston, Hamilton et autres localités. Dans ce but, le gouvernement impérial est convenu d'étendre sa garantie jusqu'au montant nécessaire pour fortifier ces places aussi bien que Montréal. Je ne puis, en ce moment, soumettre aucun rapport confidentiel sur la nature précise de ces fortifications. Pareille communication serait déplacée. Dévoiler le secret de ces rapports serait grandement nuire au but qu'on se propose. La somme requise pour fortifier Montréal, point le plus important de notre système de défense, ne dépassera pas £430,000 ou £440,000 sterling. On y construira un camp retranché, en vue d'une invasion de nos voisins soit par le Lac Champlain, soit par Ogdensbourg. Ce camp et ces fortifications s'étendront en face de Montréal jusqu'au comté de Vaudreuil. Cette somme de £440,000 sterling suffira donc aux fortifications que demande le gouvernement anglais. Les dépenses nécessaires pour fortifier St. Jean, Nouveau-Brunswick, par terre et par mer, s'élèveront de £190,000 à £200,000 sterling. Plus de la moitié de l'emprunt restera donc disponible pour la défense d'Ontario. Une grande partie de cette balance sera dépensée à Kingston, qui forme la clé du Haut-Canada, et le reste à Toronto, à Hamilton, Paris ou London. Il est probable qu'à London on construira une sorte de camp permanent. On fera sans doute plusieurs objections à ces dépenses pour les fortifications. On dira premièrement que ce sont des travaux improductifs. Je répondrai que la position de notre pays est devenue assez importante pour que nous suivions l'exemple d'autres nations et que nous opposions une barrière aux agresseurs. Or, en élevant une barrière entre nous-mêmes et nos voisins, nous leur déclarons solennellement, à la face du monde, que nous voulons rester unis à la Grande-Bretagne. Il faut nous rappeler que nous avons reçu beaucoup d'argent de l'Angleterre : les capitaux de nos banques, les fonds